



Lors d'une conférence de presse organisée à Yaoundé hier jeudi 28 novembre, Joshua Osih, a conditionné la participation du SDF aux élections 2020 par la fin de guerre qui déchire le Sud-ouest et le Nord-Ouest du Cameroun.

« **Le SDF maintient son plan d'action. Tant qu'il n'y a pas la paix au Nord-Ouest et au Sud-ouest, nous n'irons pas aux élections en février 2020** », a souligné le premier vice-président du SDF.

Une position qui rejoint celle de Maurice Kamto, leader du MRC, qui, non seulement a évoqué la crise meurtrière dans les régions anglophones pour justifier sa volte-face, mais aussi a mis en place d'un code électoral consensuel. « **Le MRC appelle les Camerounais à ne pas aller voter et à rester chez eux le 9 février 2020 afin de ne pas cautionner des élections qui ne ramèneront pas la paix dans le pays, ni ne déboucheront sur un choix libre et transparent (...)** », a-t-il écrit dans sa déclaration.

Cabral Libii, président du parti Camerounais pour la Réconciliation Nationale (PCRN) a demandé un délai supplémentaire de 15 jours pour le dépôt des dossiers, si non il boycotterait également le double scrutin.

Le 10 novembre dernier, Paul Biya avait annoncé la convocation du corps électoral en vue des

prochaines élections législatives et municipales qui se tiendront le 9 février 2020. Une annonce sévèrement critiquée au sein de l'opinion. Une partie de l'opposition avait dénoncé l'organisation de ce scrutin, s'inquiétant de sa crédibilité au moment où le pays est confronté à de multiples crises internes. Seulement, aucun principal parti de l'opposition, encore moins le MRC, n'avait annoncé son intention de ne pas participer au jeu électoral.

Voici donc la grosse pression qui s'exerce actuellement sur le vieux locataire du Palais d'Etoudi, avec de l'autre côté le regard gendarme de la communauté internationale, notamment les Etats-Unis. Comment va réagir Paul Biya? On ne perd rien à attendre...